"Quelques syndicalistes devant l'Europe" dans Esprit (Novembre 1948)

Légende: En novembre 1948, Jean Mathé, délégué général de Forces ouvrières syndicalistes, décrit dans la revue Esprit la nature des revendications exprimées en mai 1948 par les militants syndicaux lors du congrès de l'Europe à La Haye.

Source: Esprit. dir. de publ. Mounier, Emmanuel. Novembre 1948, n° 150; 17e année. Fontenay-aux-Roses: Imprimerie Bellemand.

Copyright: (c) Esprit

URL: http://www.cvce.eu/obj/"quelques_syndicalistes_devant_l_europe"_dans_esprit_novembre_1948-fr-46a09701-810e-493b-9078-0eae46e9d9b0.html

Date de dernière mise à jour: 15/09/2012

Quelques syndicalistes devant l'Europe

Nous sommes des syndicalistes. Nous voulons que par delà les frontières naturelles ou arbitraires, les travailleurs de tous les pays, ces hommes qu'unit si étroitement une communauté de vie et de destin, se sentent solidaires et s'entendent pour assurer ensemble le bien-être de chacun, la LIBERTÉ et la PAIX.

L'organisation à La Haye d'un « Congrès de l'Europe » ne pouvait trouver dans nos rangs qu'un écho favorable. En attendant « La République universelle », les travailleurs accueilleraient avec enthousiasme les « Etats-Unis d'Europe ».

Le fait que de grands personnages, qui n'ont pas réputation d'amis de la classe ouvrière, aient pris une part importante dans l'organisation du Congrès de La Haye ne pouvait nous empêcher d'accueillir cette première manifestation européenne avec espoir et sympathie : nous ne ferons pas l'Europe qu'avec des amis.

La participation importante des syndicalistes français au Congrès de l'Europe, a paru, dès le début, assurée. La présence de militants des plus chevronnés et les plus représentatifs de la C.G.T.F.O. a été annoncée.

Cet élan naturel a été brisé : l'attitude réservée des organisations ouvrières de Grande-Bretagne : Labour Party et T.U. ont entraîné l'abstention officielle du Syndicalisme français indépendant.

Quelques syndicalistes n'ont pas voulu renoncer cependant au voyage de La Haye. Ils ont désiré voir et si possible participer à ce premier effort de construction européenne. Ils l'ont fait à titre individuel sans avoir recherché un mandat de leur organisation, en militants, dont l'éducation abonde de mots magiques, exaltants, de mots clés : « L'Europe unie » est un de ces mots.

Au sein de ce Congrès, c'est tout naturellement vers la Commission économique et sociale que nous nous sommes orientés et au sein de laquelle nous nous sommes attachés à obtenir la participation des travailleurs à l'organisation et à la gestion de l'économie européenne.

Il faut le dire, les organisateurs du Congrès lui-même dans son ensemble, ne débordaient pas de sympathie pour le Syndicalisme ouvrier et nous avons eu quelques difficultés à nous faire comprendre et entendre. Il a fallu que nous mettions un peu d'obstination et d'âpreté à la défense de nos conceptions, dont l'acceptation de principe conditionnait le maintien de notre participation aux travaux du Congrès.

« Vous ne ferez pas l'Europe sans les travailleurs », avons-nous déclaré à la tribune de La Haye et « vous n'aurez pas les travailleurs si vous ne les associez pas étroitement à l'organisation et à la gestion de l'économie européenne ».

Le Congrès a compris. Les socialistes, ce qui était naturel, les fédéralistes, ce qui était moins assuré, nous ont apporté leur concours.

Nous n'avons pas fait de « fédéralisme » à La Haye. Ce n'était pas notre ambition, ce n'était pas non plus notre rôle. Nous nous sommes spontanément associés aux fédéralistes, par affinité naturelle probablement : le Syndicalisme français est très vraisemblablement la plus ancienne des constructions fédéralistes. Il ne peut que désirer que l'organisation politique et économique de l'Europe soit faite sur des bases fédérales. C'est l'organisation fédérale qui a fait la grandeur, la richesse et l'efficacité du Syndicalisme français. C'est elle qui pendant longtemps a préservé de la « politisation » et qui peut lui permettre, après les dures épreuves des dernières années, de reconquérir progressivement son indépendance.

Les Organismes centraux sont tout-puissants, le syndiqué a de moins en moins de liberté, c'est-à-dire qu'il se trouve dans la même situation que le citoyen devant l'Etat.

Le fédéralisme n'est donc pas en progrès. Il recule là où il existait ! Mais le syndiqué supporte de plus en plus mal la centralisation de l'autorité syndicale, le citoyen souffre de plus en plus du totalitarisme, c'est sans doute la chance du fédéralisme. Il offre la liberté dans une démocratie efficace aux travailleurs, aux citoyens,

aux Européens. Nous ne pouvons que souhaiter réunir rapidement toutes les conditions de son succès.